



# Inter Pares

B U L L E T I N

VOLUME 24, NUMERO 1, JANVIER 2003

## Le droit de rêver

Il y a quelques années, nous étions réunis avec des dirigeants locaux dans la garderie communautaire d'un bidonville perché en bordure des dunes vertigineuses du désert du Sud du Pérou, près d'Ica. Au loin se découpait la silhouette des Andes dont les sommets enneigés offraient un contraste impressionnant avec la lumière du soleil sur la poussière jaune des collines sablonneuses.

De nombreux habitants de ce bidonville aux confins du désert ont été chassés de leurs maisons dans les hauts plateaux andins par la violence de la longue campagne menée par l'État péruvien contre une guérilla puissante au début des années quatre-vingt-dix. Ils tentent maintenant de reconstruire leurs vies et leurs rêves avec toute l'énergie et toutes les ressources dont ils peuvent disposer, incluant une modeste assistance technique et financière d'Inter Pares.

Une femme, Gloria, parlait doucement mais avec passion. « On nous appelle les déplacés, les déracinés, les sinistrés. On dit que nous sommes des indiens, des paysans, les pauvres. Jamais on ne nous considère comme des Péruviens, des citoyens, des personnes ordinaires avec une histoire, une maison et des rêves. On nous nomme mais on ne nous voit pas. Est-il si difficile de comprendre que je suis plus que le nom qu'on me donne, une personne à part entière qui rêve d'offrir à ses enfants tout ce qu'ils désirent offrir aux leurs? »

On percevait bien dans les paroles de Gloria les années de frustration durant lesquelles elle s'est sentie invisible aux yeux de ses compatriotes. Gloria était et continue d'être une militante et la conseillère de ses amis et de ses voisins. Elle expliquait que, même parmi ceux et celles qui veulent aider - comme les organisations internationales - il y a une tendance à catégoriser, à réduire et à stéréotyper, de sorte que les personnes sont vidées de leur singularité et de leur histoire et deviennent des caricatures de la pauvreté, de la misère et de l'impuissance. On dépeint les personnes comme de pitoyables victimes, en quelque sorte moins qu'humaines, dignes de compassion, mais pas de respect ou de compréhension.

Aujourd'hui, les membres de la communauté de Gloria sont de plus en plus nombreux à prendre leur destinée en main. Bien qu'ils soient toujours en butte à la pauvreté et à l'aliénation, ils sont devenus des citoyennes et des citoyens



PHOTO: JEAN SYMES

actifs, résolus à améliorer leur sort en s'imposant dans l'effort de développement et dans la politique locale. Comme eux, tout au long de l'histoire, les êtres humains ont appris à inventer et à réinventer leur société, leur culture et leur avenir. Pourtant, force est de constater chez les spécialistes sociaux une tendance croissante à voir en ces personnes, où qu'elles se trouvent, une masse passive et confuse, voire « les masses ». Il semble tout à fait normal de traiter les individus comme des numéros, des unités statistiques et des catégories comme les déplacés, les réfugiés, les malades. Cette approche dépouille les gens de leur visage et les prive de leur voix; ils se transforment en entités anonymes installées bien souvent dans des non-lieux. Le pouvoir des citoyennes et des citoyens d'imaginer et de s'inventer une communauté, un milieu, des règles et des valeurs s'effrite constamment. La tendance actuelle s'est trouvée renforcée par le matérialisme né de la mondialisation économique et technologique qui traite et représente les individus comme des unités statistiques impersonnelles, des marchandises ou des consommateurs.

Mais partout on résiste. Des personnes dénoncent avec cran les catégories, les cases et les stéréotypes qu'on essaie de leur imposer en mêlant attentes et définitions. Ce sont ces personnes qui dépassent les limites de la réalité à laquelle elles sont confrontées et les définitions que des étrangers considèrent comme possibles voire désirables. Ce faisant elles prennent la situation en main, se rendant maîtresses de leurs vies pour transcender et transformer leurs histoires et leur avenir et avec le temps, qui sait, le monde même.

Ce *Bulletin* met en valeur l'action de nos homologues qui s'organisent et mobilisent leurs communautés en vue d'une action concertée pour rêver ensemble et faire de leurs espoirs une réalité. ✂

# Dans leurs propres mots : Témoignages de douleur et de courage

Une nuit de 1983, la police est venue arrêter son mari. Puis elle est revenue la chercher. Battue, torturée, agressée sexuellement, Zonia Luz Rosas a fini par « avouer » ce que ses geôliers voulaient entendre. Après six années en prison, elle était innocentée puis relâchée pour être arrêtée à nouveau sous les mêmes chefs d'accusation et condamnée à vingt-cinq ans de prison. Zonia Luz a finalement été innocentée en l'an 2000 après avoir passé douze ans derrière les barreaux. « Personne ne peut me rendre ces années perdues. » a-t-elle déclaré devant la Commission de vérité et de réconciliation du Pérou.

Durant les violences politiques qui ont secoué le pays entre 1980 et 2000, les Forces armées et les organisations de la guérilla ont commis de terribles crimes contre les populations civiles les plus pauvres et les plus marginalisées du pays. Les plus touchées ont été celles qui vivaient dans les régions les plus éloignées du siège du pouvoir : les paysans indiens des hauts plateaux andins et les communautés autochtones des vallées tropicales.

En septembre 2002, près de trois cents Péruviennes se sont rencontrées dans la capitale, Lima, dans le cadre du Deuxième congrès national de femmes touchées par la violence politique, qui a bénéficié du soutien de Project Counselling Service et d'Inter Pares. Représentant les femmes de communautés de tous les départements du Pérou, elles ont profité de la réunion pour se préparer à l'audience de la Commission de vérité et de réconciliation sur la violence et les crimes politiques contre les femmes.

Elles ont discuté de promotion des droits de la personne, de diversité culturelle et de solutions économiques. Par ailleurs, elles ont revendiqué la reconnaissance de la contribution des citoyennes à la reconstruction du pays. Elles veulent être considérées comme des personnes à part entière avec un nom et une histoire digne d'être racontée et consignée dans l'histoire générale du pays pour que les événements passés ne se reproduisent plus jamais.

Dans le cadre du Congrès qui a duré deux jours, les déléguées ont élaboré des propositions pour la protection des droits de la personne dans leur pays déchiré par la guerre.

Elles ont examiné les conséquences économiques de la guerre et la pauvreté abjecte qui lui avait servi de toile de fond avant de présenter des idées sur la manière de répondre à leurs besoins. Elles ont formulé des recommandations sur la manière de promouvoir la réconciliation dans un pays où la guerre est perçue de diverses façons. Elles ont mis l'accent sur la nécessité de prendre en compte les réalités sociales, culturelles et linguistiques des personnes touchées par la violence et de mettre en valeur la diversité culturelle et linguistique dans les

efforts de reconstruction nationale. Elles ont aussi insisté sur le fait qu'elles ont, en tant que citoyennes, le droit et le devoir de prendre part à la récupération de l'histoire du Pérou et de veiller à la mise en œuvre des recommandations de la Commission de vérité et de réconciliation, y compris les indemnités qui seront accordées aux victimes de la terrible guerre.

À cet effet, le Congrès a organisé une exposition de photographies intitulée « Témoignages de douleur et de courage ». Cette exposition rassemble les portraits de trente femmes qui refusent de se taire et de porter la honte de ce qui leur est arrivé. Les photos sont accompagnées d'un texte dans lequel chacune raconte son histoire dans ses propres mots.

La nécessité de faire la lumière sur le passé et l'importance du travail de la Commission de vérité ressortent clairement du témoignage d'Angélica Mendoza, une habitante d'Ayacucho, dans les Andes :

*« Je leur ai demandé pourquoi ils prenaient mon fils et ils m'ont dit qu'il devait témoigner et qu'ils me le ramèneraient à la porte de la prison. Alors, j'ai saisi mon fils... Je suis arrivée jusqu'à la porte en m'accrochant à lui, alors ils nous ont entraînés tous les deux. Ils m'ont poussée, frappée et rouée de coups de pied. Ils allaient me tuer et ils ont fini par prendre mon fils qu'ils ont embarqué dans un véhicule de l'armée. Je criais comme une folle.*

*Depuis ce jour, je suis allée partout pour retrouver mon fils. Lorsque je suis allée les voir, les gens de l'armée m'ont dit qu'il n'était pas chez eux. Alors j'ai marché et marché pendant quinze jours. J'étais comme folle. Puis mon fils m'a fait parvenir une petite note. Elle disait : Maman, je suis en prison, trouve un avocat et de l'argent pour me sortir de là. Ce sont les dernières nouvelles que j'ai eues de lui. Ce bout de papier est la preuve que mon fils était là. »*

Ce « bout de papier » est un témoignage. Ces témoignages font éclater la vérité aussi pénible soit-elle. C'est alors que les gens peuvent recommencer à imaginer un monde différent et une nouvelle façon d'être. ❧

« Dans cette guerre, l'indifférence de tant de personnes face à la détresse d'hommes et de femmes dans les régions éloignées du Pérou était évidente, » dit Diana Avila, directrice générale de PCS. « On se dit maintenant au Pérou qu'on vit une "transition démocratique". Mais l'expérience des autochtones, des femmes en particulier, n'est toujours pas entendue. Est-il possible qu'un pays différent, plus juste, voie le jour sans la participation de ces femmes? Avec l'expo photo, nous cherchions à soutenir les femmes pour montrer aux autres Péruviennes et Péruviens qu'elles sont effectivement des compatriotes, qu'elles ont un nom et une histoire qui fait partie intégrante de l'histoire du pays. En tant que nation, nous avons l'obligation d'écouter et d'apprendre. »



PHOTO : NELLY PLAZA

# La passion du changement

*Le changement qui s'est opéré en nous remonte à plusieurs lunes. Il est irréversible. D'où vient cette puissante passion, plus grande que toutes les autres?*

Une participante à l'école du leadership

**L**orsque nous parlons avec des Indiennes guatémaltèques de leur expérience de la guerre, elles décrivent comment elles ont dû fuir devant la politique de la terre brûlée pratiquée par l'État dans les années quatre-vingts et racontent que l'armée les avait affublées du titre de *ventres à guérilleros*. Elles avaient le sentiment d'être des non-personnes, invisibles. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Réfugiées au Mexique ou s'organisant au Guatemala, les femmes autochtones des zones rurales se sont aménagées un espace où elles ont revendiqué leurs histoires et lutté pour préparer leur avenir. Elles se sont découvertes une passion pour le changement et le pouvoir que procure l'organisation. Elles se sont trouvées une voix. *Elles se sont exprimées.*

Et elles ont été écoutées et entendues par Inter Pares et notre homologue, Project Counselling Service. Après le retour des déplacées au Guatemala, nous avons œuvré ensemble dans le dialogue, la négociation et l'imagination. Les rapatriées et les femmes qui étaient restées ont commencé par échanger leurs expériences. Cet échange a ensuite mené à la création de l'École de développement du leadership chez les femmes rurales. L'École est un lieu sans pareil où des femmes rurales appartenant à onze organisations différentes se réunissent pour renforcer leurs capacités de participer à la vie publique comme citoyennes engagées.

L'École du leadership, qui se tient une semaine tous les deux mois, combine action et réflexion. Les femmes y acquièrent les techniques de règlement des conflits et de négociation qui sont aussitôt testées dans des rencontres avec des représentants des institutions publiques pour discuter de questions liées à l'accès des femmes à la terre et aux autres ressources. Elles débattent aussi de leurs droits de femmes et des difficultés dans leurs rapports avec les hommes – maris, pères et fils – de leurs communautés.

Évoquant les sessions de l'École, Ana dit : « C'est comme une famille. On se raconte des expériences personnelles et organisationnelles. On parle de nos difficultés de femmes au sein de nos organisations. On y puise un grand appui moral. Comme les ateliers durent une semaine, on a le temps de parler, de se soutenir et de vivre ensemble. »

À la fin de chaque atelier, les femmes retrouvent leurs organisations où elles transmettent à celles qui n'ont pu venir les compétences et le savoir acquis. Le cycle d'apprentissage est continu et permet d'établir de nouvelles relations sociales et de nouvelles formes d'interaction entre hommes et femmes, entre l'État et la population autochtone et entre Guatémaltèques déchirés par la guerre et la violence. C'est cette passion pour le changement qui permet la création d'une toute nouvelle dynamique. ❧

## Docteur Cynthia : Surmonter le passé pour préparer l'avenir

**L**orsque Dr. Cynthia Maung a fui la répression de la dictature militaire birmane à la fin des années quatre-vingts, elle n'imaginait pas ce que l'avenir lui réservait. Avec d'autres membres du mouvement démocratique, elle s'est frayé un chemin à travers la jungle pour se réfugier en Thaïlande. Là, elle n'a pas tardé à apporter une assistance médicale aux milliers de réfugiés malades et épuisés qui s'étaient échappés avec elle.

Durant près de quinze ans en exil, Docteur Cynthia n'a cessé de contribuer à la création de centres de soins de santé dans les camps de réfugiés et de mettre sur pied des programmes pour former parmi eux du personnel médical, des techniciens de laboratoire, des conseillers psychologiques et des sages-femmes. Il faut rendre hommage au Docteur Cynthia pour sa capacité et son courage d'imaginer un avenir différent pour les réfugiés et pour elle-même. Plutôt que de devenir les victimes désemparées du régime militaire, Docteur

Cynthia et ses collègues préparent l'avenir. Cynthia voit dans leur travail actuel les fondements de l'infrastructure du régime de santé à venir en Birmanie, anticipant ainsi le jour où elle et tous les réfugiés pourront rentrer chez eux en toute sécurité.

Son action a valu au Docteur Cynthia des distinctions internationales. En 1999, Son Excellence John Ralston Saul lui a remis, pour Droits et démocratie de Montréal, le prix John Humphrey pour la liberté. L'année dernière, elle a aussi reçu le prix Ramon Magsaysay 2002, l'équivalent du prix Nobel pour l'Asie. Aussi importantes que soient ces distinctions puisqu'elles permettent d'attirer l'attention sur le sort des réfugiés et d'obtenir de l'appui, elles comptent moins pour Cynthia que le jour où elle et près d'un million de réfugiés birmans pourront enfin rentrer dans leur pays pour y jouir du droit de vivre dans une société libre et démocratique. ❧

# Narigrantha Prabartana : Promouvoir l'imaginaire féminin

Dans l'une des rues les plus animées de Dacca, non loin du Parlement et de la résidence officielle du Premier Ministre, se trouve la première et seule librairie féministe du Bangladesh. *Narigrantha Prabartana*, qui signifie « présenter les livres des femmes » en bengali, est le point de ralliement de femmes qui réfléchissent, se renforcent et agissent pour remettre en question les structures patriarcales et les expériences quotidiennes qui marginalisent leur savoir et leur sagesse. En fait, *Narigrantha* c'est encore bien plus : c'est un espace sûr où les femmes peuvent lire, se réunir, parler, s'amuser, rire et partager leurs rêves.

La librairie a été créée le 9 décembre 1989 avec l'assistance d'Inter Pares. Une des cofondatrices, Farida Akhter, explique : « On n'a pas choisi ce jour au hasard. Le 9 décembre est la date anniversaire de la mort de la Béguem Rokeya Sakhawat Hossain, une philosophe féministe, écrivaine et réformatrice sociale célèbre décédée en 1932. Rokeya avait des idées radicales et courageuses; son analyse poussée de l'inégalité de la femme dans les sociétés musulmanes était exceptionnelle. *Narigrantha* veut marcher sur ses traces pour compléter son œuvre. »

*Narigrantha* a été fondée au moment où le mouvement féministe du Bangladesh revendiquait la reconnaissance des droits politiques, sociaux et économiques. Pour les chefs de file du mouvement, il était impératif d'ancrer l'action dans la tradition culturelle et intellectuelle du pays tout en reconnaissant l'existence et les acquis du mouvement féministe international. Créée à l'origine pour promouvoir et vendre des ouvrages écrits par des femmes, *Narigrantha* est rapidement devenue un éditeur engagé qui soutient les auteures dont les manuscrits sont refusés par les maisons conventionnelles parce qu'elles les estiment secondaires et peu rentables.

Il y a deux ans, *Narigrantha* a organisé le premier salon du livre féminin attirant des milliers de femmes et d'hommes intéressés par l'écriture au féminin. Le salon a été ouvert par la Première Ministre du Bangladesh. L'événement qui a duré une semaine a révélé ce que nombre de militantes savaient déjà : la richesse d'une tradition littéraire distincte. Des femmes de tous âges et de tous horizons sont venues raconter leurs histoires à travers livres, journaux intimes, mémoires, poèmes et chansons.



Sayyida Akhter (à gauche), directrice de Narigrantha Prabartana et sa collègue, Rokeya Begum.

*Narigrantha* ne touche pas seulement les femmes qui lisent mais aussi la majorité de celles qui partagent une culture orale, riche et sophistiquée. Des groupes de discussion hebdomadaires appelés Adda ou « rencontres de bavardage » sont tenues avec des femmes qui travaillent à la maison, dans les manufactures textiles et auprès de pauvres des villes. Tous les samedis, on organise des activités musicales et culturelles où des chanteuses populaires interprètent des textes composés autant par des poètes et des philosophes bangladais que par des paysans et des tisserands.

*Narigrantha* est véritablement un endroit où les femmes peuvent décrire le monde comme elles le vivent et imaginer ensemble celui dont elles rêvent. ✂

 Inter Pares

ISSN 0715-4267

221 av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1  
Tél (1-613) 563-4801 Téléc (1-613) 594-4704

Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne pour le développement international.

